

**Avant-propos du rapport annuel sur la politique de concurrence 2019  
par la vice-présidente exécutive Margrethe Vestager**

À la fin de l'année 2019, peu auraient prédit qu'à peine quelques semaines plus tard en 2020, des événements allaient radicalement changer le monde et l'économie mondiale. La pandémie de COVID-19 a constitué un changement de paradigme à de nombreux égards et nous avons dû rapidement nous adapter et repenser notre mode de fonctionnement. Je pense qu'il est juste de dire que dans le domaine de la politique de concurrence, la Commission a répondu aux attentes.

En vertu des règles de l'UE en matière d'aides d'État, les États membres peuvent soutenir les entreprises afin de remédier à une perturbation grave de leurs économies. En mars 2020, la Commission a adopté un encadrement temporaire permettant aux États membres de garantir la disponibilité de liquidités suffisantes pour les entreprises et de contribuer à préserver l'emploi et la continuité de l'activité économique pendant la pandémie de COVID-19. Au premier semestre de 2020, à mesure que la crise évoluait, la Commission a étendu cet encadrement temporaire à trois reprises afin de répondre aux besoins des États membres et des entreprises, notamment en soutenant davantage le développement et la production de produits utiles dans la lutte contre la COVID-19, les subventions salariales et les recapitalisations. L'adoption de l'encadrement temporaire et les modifications ultérieures de celui-ci montrent comment la Commission a été capable de réagir, de s'adapter et de faire face à une situation évoluant rapidement, tout en gardant à l'esprit la nécessité d'assurer l'égalité des conditions de concurrence dans le marché unique. Parce que nous aurons besoin que notre marché unique rebondisse avec vigueur.

Inévitablement, la pandémie de COVID-19 a également eu des incidences sur d'autres domaines de la politique de concurrence.

En mars 2020, au sein du réseau européen de la concurrence, la Commission et les autorités nationales de concurrence ont publié une déclaration commune exposant la manière dont elles entendaient appliquer les règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles pendant la crise. La Commission et les autorités nationales de concurrence ont affirmé qu'elles favoriseraient les mesures nécessaires et temporaires visant à répondre aux pénuries d'approvisionnement causées par la pandémie. Toutefois, dans le même temps, elles ont prévenu qu'elles n'hésiteraient pas à intervenir si la crise devait être utilisée pour dissimuler des pratiques anticoncurrentielles.

Dans le domaine des pratiques anticoncurrentielles, la Commission a publié, en avril 2020, une communication relative à un cadre temporaire donnant des orientations aux entreprises. Dans cette communication, la Commission a défini comment elle procéderait pour évaluer les projets de coopération rendus nécessaires par la pandémie de COVID-19, tels que l'approvisionnement en médicaments et en matériel médical.

Dans le domaine des concentrations, après une période initiale au cours de laquelle la DG Concurrence a publié une communication demandant aux entreprises de retarder les notifications, le travail s'est poursuivi sans être trop perturbé, tant en ce qui concerne les procédures simplifiées qu'en ce qui concerne les procédures plus complexes.

Je suis fière de dire que les services de la Commission ont été à la hauteur du défi posé par cette crise sans précédent. Un très grand nombre de notifications d'aides d'État ont été examinées dans des délais extrêmement serrés. Le contrôle des concentrations de l'UE a continué de fonctionner, la

Commission respectant les délais légaux ainsi que ses obligations légales. La mise en œuvre des règles relatives aux pratiques anticoncurrentielles s'est poursuivie sans retard notable.

Mais que cela n'occulte pas ce que nous avons réalisé en 2019.

L'action de la Commission en 2019 a porté sur un large éventail de secteurs, promouvant des marchés ouverts et efficaces dans l'UE. La politique de concurrence de l'UE a continué de soutenir les principales priorités politiques de la Commission liées au marché intérieur, comme le passage au numérique, la fiscalité équitable, l'énergie et le climat.

La Commission a démontré sa capacité de mettre en œuvre de manière stricte les règles de concurrence sanctionnant les accords anticoncurrentiels entre entreprises, ainsi que les sociétés qui abusent de leur position dominante au détriment des consommateurs. En 2019, la Commission a adopté 15 décisions sanctionnant un comportement anticoncurrentiel. Elle a également finalisé quatre procédures relatives à des pratiques anticoncurrentielles sur la base de la procédure de coopération volontaire.

En 2019, 382 concentrations ont été notifiées à la Commission. Malgré une légère diminution en termes absolus par rapport à 2018, le nombre de notifications en 2019 est resté très élevé. La plupart des concentrations notifiées en 2019 n'ont pas posé de problèmes de concurrence. La Commission a adopté 362 décisions relatives à des concentrations et est intervenue dans 19 dossiers en 2019. Trois concentrations ont été interdites, dix ont été autorisées, sous réserve d'engagements, au cours de la première phase et six ont été autorisées, sous réserve de mesures correctives, après la deuxième phase. La plupart des mesures correctives acceptées par la Commission en 2019 consistaient en des cessions d'actifs corporels ou incorporels, ce qui confirme la préférence de la Commission pour les mesures structurelles.

La Commission a adopté 308 décisions en matière d'aides d'État en 2019. Elle a autorisé des régimes d'aides permettant aux États membres, par exemple, d'atteindre des objectifs environnementaux, de déployer des réseaux à haut débit à très haute capacité et de financer la recherche dans les industries clés. Un deuxième projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) pour le développement de batteries, auquel participent sept États membres, a été autorisé en 2019. En outre, la Commission a poursuivi ses efforts pour garantir que les États membres n'octroient pas à certaines entreprises des avantages fiscaux indus leur permettant d'éviter de payer leur juste part de l'impôt.

L'évaluation des règles de concurrence s'est poursuivie en 2019 afin de garantir qu'elles restent adaptées à l'objectif poursuivi, conformément aux lignes directrices de la Commission pour une meilleure réglementation. En ce qui concerne les pratiques anticoncurrentielles, les évaluations du règlement d'exemption par catégorie («REC») applicable aux accords horizontaux, du REC applicable aux accords verticaux, du REC applicable au secteur automobile et du REC en faveur des consortiums se sont poursuivies. En ce qui concerne les concentrations, la Commission a poursuivi son évaluation de certains aspects procéduraux et juridictionnels du contrôle des concentrations dans l'UE. Dans le domaine des aides d'État, le bilan de qualité des règles prévu dans le cadre de la modernisation de la politique en matière d'aides d'État et de certaines autres règles s'est poursuivi. Une évaluation de la communication sur la définition du marché en cause a été lancée en janvier 2020.

La plupart des marchés font actuellement l'objet de changements radicaux, notamment du fait des transformations fondamentales induites par la numérisation en cours de la société. Tous, à savoir aussi bien les producteurs, les consommateurs et les législateurs, que les autorités chargées de la mise en œuvre de la politique de concurrence, que nous sommes, allons devoir nous adapter. Si

nous voulons rester utiles, nous ne devons pas nous reposer sur nos acquis, mais devons toujours nous interroger sur la manière dont nous agissons, tirer des enseignements de nos actions et, si nécessaire, revoir nos instruments de mise en œuvre. C'est la raison pour laquelle j'ai commandé le rapport des trois conseillers spéciaux intitulé «Competition Policy for the Digital Era», publié en avril 2019. Les conseillers spéciaux ont conclu que le cadre de base du droit de la concurrence est solide et suffisamment souple pour protéger la concurrence à l'ère du numérique. Toutefois, ils ont insisté sur la nécessité d'accorder une attention particulière au pouvoir de marché des plateformes numériques. Après une analyse approfondie fondée sur le rapport des conseillers spéciaux et d'autres rapports récents, la Commission a lancé, en juin 2020, une consultation publique explorant la nécessité d'un nouvel instrument de concurrence qui permettrait de remédier aux problèmes de concurrence structurels de manière efficace et en temps utile.

Pour faire en sorte que les marchés fonctionnent bien dans l'ensemble de l'économie, appliquer rigoureusement les règles de concurrence existantes n'est pas toujours suffisant. Il pourrait s'avérer nécessaire de compléter cette application au moyen d'une réglementation sectorielle afin d'éviter les défaillances du marché. Cela pourrait être le cas pour les marchés dominés par des plateformes numériques agissant en tant que contrôleurs d'accès. Pour être compétitif, il faut de la concurrence, tant sur le plan intérieur que dans le monde. La politique de concurrence à elle seule ne garantit pas la compétitivité. Elle doit être complétée par une politique industrielle efficace créant les conditions permettant aux entrepreneurs de concrétiser leurs idées et aux entreprises de toutes les tailles de prospérer et de se développer. Dans sa communication de mars 2020 intitulée «Une nouvelle stratégie industrielle pour l'Europe», la Commission a exposé sa vision des objectifs qu'elle veut que l'UE atteigne pour 2030 et au-delà.

L'économie de l'UE est ouverte et étroitement liée au reste du monde. Toutefois, notre ouverture peut être utilisée pour fausser la concurrence au sein du marché unique, par exemple par des entreprises étrangères bénéficiant d'un soutien public. Nous avons besoin des outils adéquats pour faire face aux effets néfastes des subventions étrangères. C'est la raison pour laquelle la Commission a lancé le débat en publiant, en juin 2020, un livre blanc relatif à l'établissement de conditions de concurrence égales pour tous en ce qui concerne les subventions étrangères.

Pour conclure, les règles de base de l'UE en matière de concurrence restent tout aussi pertinentes aujourd'hui que lorsqu'elles ont été établies dans le traité il y a plus de 60 ans. Avec les autorités nationales de concurrence de l'UE, la Commission continuera d'appliquer les règles de manière équitable sur la base de faits, d'éléments de preuve et d'une analyse approfondie, tout en respectant les procédures. L'exercice d'une concurrence effective dans le marché intérieur favorise l'innovation, le dynamisme et la croissance économique au bénéfice de tous. La politique de concurrence contribuera à concrétiser les grandes ambitions du mandat de la présente Commission, comme l'écologisation de l'économie, la conception de l'avenir numérique de l'UE et le renforcement d'une économie au service des citoyens.